



**PRÉFÈTE  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service environnement et prévention des risques  
Guichet unique**

**Arrêté n°552-DDPP-25 portant mise en demeure de respecter les dispositions prévues à  
l'article 23.1 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2015  
Carrières de la Loire Delage à Saint-Médard en Forez et Chamboeuf**

**La Préfète de la Loire**

**Vu** l'article L.171-8 du titre VII – Chapitre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 relatifs aux exploitations de carrières ;

**Vu** le décret du 30 juillet 2025 nommant madame Muriel NGUYEN, préfète de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 2 septembre 2025 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°58/DDPP/15 du 5 février 2015 autorisant la société LES CARRIÈRES DE SAVY à exploiter une carrière de roche dure sur le territoire des communes de Saint-Médard-en-Forez et Chamboeuf, lieu-dit « Savy » ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°275-DDPP-25 du 10 octobre 2025 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE SAS dont le siège social est situé 993 route de Lyon – 42210 BELLEGARDE-EN-FOREZ ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées réalisé à la suite de l'inspection des installations en date du 30 septembre 2025 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** le courrier en date du 15 novembre 2025 transmettant le rapport susvisé à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et l'informant du projet d'arrêté de mise en demeure ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

**CONSIDÉRANT** que ces faits peuvent être constitutifs d'une fragilisation et d'une instabilité du massif ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société **CARRIÈRES DE LA LOIRE DELAGE** de respecter les prescriptions de l'article 23.1 de l'arrêté préfectoral afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRÊTE**

## Article 1

La société CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE est mise en demeure, pour son exploitation située à Saint-Médard-en-Forez et Chamboeuf, lieu-dit «Savy » de respecter :

**Sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues à l'article 23.1 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2015 en rétablissant des fronts de hauteur maximale de 15 mètres ;

## Article 2 : Sanctions encourues

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté, dans les délais prévus aux mêmes articles, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

## Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal administratif de Lyon.

## Article 4

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la LOIRE pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 5

Le sous-préfet de Montbrison, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes, le directeur départemental de la protection des populations, les maires de St-Médard en Forez et Chamboeuf, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairies de St-Médard en Forez et Chamboeuf, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et protection des risques.

Saint-Étienne le ..... **- 5 DEC. 2025**

Pour la Préfète  
et par délégation  
Le Secrétaire général

**Dominique SCHUFFENECKER**

Copie :

- DREAL UDLHL
- Mairies de St-Médard en Forez et Chamboeuf
- Archives

